D-DAY Britannique

La Chambre des communes votera demain mardi sur l'accord de divorce négocié par Theresa May avec l'Union européenne. Les chances d'un rejet sont particulièrement élevées. Si tel venait effectivement à être le verdict, les Britanniques se trouveraient acculés à quitter l'UE sans accord le 29 mars, une hypothèse unanimement redoutée de part et d'autre de la Manche pour l'imprévisibilité de ses conséquences économiques. Les péripéties ne s'arrêteront probablement pas au vote de demain, cependant.

Après le vote du Parlement : nouvelles élections et nouveau référendum

L'opposition à l'accord négocié par Theresa May avec l'Union européenne ne s'est pas érodée à l'approche du vote de Parlement. Les partisans du maintien du pays dans l'UE qui voient dans cet accord un premier pas irréversible vers la rupture le refusent, tandis que les Brexiters lui reprochent, au contraire, le manque de garantie d'une sortie effective du pays à terme, notamment en ce qui concerne le caractère temporaire du « backstop » irlandais.

Les chances d'un rejet sont donc particulièrement fortes ce qui précipiterait potentiellement le pays vers une sortie de l'UE le 29 mars, sans aucun cadre.

Les conséquences d'un tel scénario sont assez largement imprévisibles. Les dysfonctionnements qui pourraient résulter d'un abandon de l'UE sans accord préalable sont inestimables sur le plan commercial et économique. De nombreux pans de l'activité et de la vie quotidienne des Britanniques risqueraient en effet d'être paralysés et le choc susceptible de s'ensuivre serait vraisemblablement profond, tant pour le Royaume-Uni que pour ses partenaires européens.

Pour parer à cette éventualité, le parlement britannique a pris ses dispositions : en cas de « no-deal », la décision d'un Brexit effectif sera du ressort du Parlement après étude d'un « plan B » que l'exécutif serait contraint de proposer dans les trois jours suivant le vote au Parlement. Nous voyons à ce titre, principalement deux hypothèses :

1- L'exécutif ne présente pas de « plan B » ce qui suppose vraisemblablement la démission du gouvernement et l'organisation d'élections anticipées susceptibles de préfigurer un nouveau référendum…. L'ensemble ne pouvant être raisonnablement envisagé avant le 29 mars s'accompagnerait sans doute d'une négociation en vue d'un report de la date du Brexit.

2- Le plan B du gouvernement propose la tenue d'un référendum, lequel pourrait concerner l'acceptation par la population d'une sortie de l'UE sans accord et/ou son désir de stopper le processus du Brexit et de rester dans l'UE. Difficile en effet d'envisager un autre plan B crédible, par exemple, sur une reprise des négociations tant ces dernières semblent bouchées.

Dans un cas comme dans l'autre, les chances d'une sortie effective du pays de l'UE le 29 mars semblent assez réduites. La probabilité que cette épopée s'éternise, en cas notamment de report de la date du Brexit, semblent relativement significatives. Enfin, si les sondages auprès des Britanniques semblent montrer une préférence pour le « remain », les écarts de voix sont à ce stade trop faibles pour assurer du résultat d'une nouvelle consultation de la population. L'incertitude est donc presque totale à la veille du vote du parlement de demain, à une exception près : le Royaume-Uni se prépare à une crise politique de grande envergure, à bien des égards, historique dont pourrait profiter le Labour en cas d'élections anticipées auxquelles on voit mal comment le pays pourrait échapper.

À en juger par ce qui précède, les réactions des marchés à un rejet de l'accord avec l'UE pourraient être relativement limitées dans un premier temps quand bien même, le point faible que constitue la parité de la livre Sterling est sans doute celui sur lequel il faille s'attendre à observer un contre coup immédiat.

Véronique Riches-Flores
contact@richesflores.com

La Société RichesFlores Research élabore des diagnostics économiques et financiers. Elle produit des analyses et prévisions économiques internationales ainsi qu'une recherche transversale sur les développements de l'économie mondiale à court, moyen et long termes.
RichesFlores Research est une entreprise totalement indépendante et transparente, dotée des bases de données et des moyens d'information nécessaires à la préservation de son indépendance et de son impartialité. Cette indépendance est protégée par le fait que RichesFlores Research n'est prestataire d'aucun service d'investissement ou de vente de produits financiers susceptibles d'influencer ses conclusions, recommandations ou conseils.
Ce document est donné à titre d'information. Il ne constitue ni une offre commerciale ni une incitation à investir. Il est strictement confidentiel et établi à l'attention exclusive de ses destinataires. Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord préalable écrit de RichesFlores Research.
Cette recherche comme son contenu sont la propriété exclusive de RichesFlores Research et ne sauraient être reproduits sans accord préalable et sans spécification de sa source datée.
La recherche, les conclusions, les données et les diagnostics contenus dans ce document n'engagent pas la responsabilité de RichesFlores Research.
Contenu non-contractuel ne constituant ni une offre de vente ni un conseil d'investissement.
Véronique Riches-Flores, contact@richesflores.com